

# Lettre de liaison de l'Internationaliste

Numéro 11 - Juillet 2025

« Contre le capitalisme, contre le colonialisme, contre le racisme,  
pour le socialisme, pour l'internationalisme »

## Royaume-uni : retour sur les élections partielles de mai 2025

Par J.-Louis

Des élections partielles se sont tenues au Royaume-uni en mai dernier. Elles démontrent une réelle poussée de l'extrême-droite avec une « percée » limitée mais significative de Reform UK, antérieurement UKIP, dirigé par N. Farage, ancien député européen.

Mais avant d'aborder le résultat de ces élections partielles, il convient de les mettre en perspective avec les élections législatives de 2024, en se souvenant que le Royaume-uni partage avec la France cette incongruité anti-démocratique d'un vote par circonscription à un seul tour qui plus est.

Le Labour, avec 33,7 %, +1,6 %, 9 708 716 voix, avait obtenu 411 sièges (+209 !). Soit la proportion la plus faible pour un parti vainqueur de législatives depuis la seconde guerre mondiale.

Les Tories (conservateurs), avec 23,7 %, -19,9 %, 6 828 925 voix, étaient tombés à 121 sièges (-244 !), le pire score en sièges de leur histoire. Les Libéraux-démocrates (whigs), avec 12,22 %, +0,7 %, 3 519 143, avait obtenu 72 sièges (+61 !). Reform UK, avec 14,29 %, +12,3 %, 4 117 620 voix, récupérait 5 sièges.

Les travaillistes étaient donc revenus au pouvoir au terme d'une campagne où son chef, Keir Starmer, avait envisagé des nationalisations et l'augmentation des impôts pour les riches ce qui lui avait apporté le vote populaire, « du bout des lèvres » dans la mesure où les travailleurs britanniques ont appris à se méfier des dirigeants du Labour après le passage de T. Blair à sa tête.

Les élections partielles de mai 2025 se situent donc dans la suite des élections de 2024 alors que K. Starmer a mis la barre « à droite toute » dès son arrivée au pouvoir. Celui qui

avait combattu son prédécesseur, J. Corbyn, l'accusant d'antisémitisme, a immédiatement endossé le costume de Blair.

En conséquences, Reform UK, a remporté ce vendredi 2 mai des élections partielles dans le nord-ouest de l'Angleterre.

Certains Britanniques étaient appelés jeudi 1er mai à voter pour 1 641 sièges (sur environ 17 000), un peu moins de 10 %, dans 23 conseils municipaux, et pour 6 nouveaux maires.

Plus une partielle dans une législative (Circonscription de Runcorn and Helsby au sud de Liverpool) suite à la démission d'un député travailliste (suite à une rixe). Le siège est remporté par Reform UK par... 6 voix d'avance, dans un contexte de participation globale autour de passée de 60 à 45 %. Ce parti récupère un siège perdu après la législative de 2025 (5-1+1=5).

L'analyse plus fine montre que l'électorat conservateur (passant de 6 756 à 2 341 voix) et libéral démocrate (passant de 2 149 à 942 voix) s'est massivement porté sur Reform UK : la droite a voté « utile » en se portant sur Reform UK en seconde position en 2024 derrière les travaillistes.

Reform UK a par ailleurs pour la première fois obtenu de diriger deux mairies (Greater Lincolnshire et Hull, traditionnellement conservateurs dans l'est de l'Angleterre) et pris le contrôle d'une série de conseils locaux.

Ces élections partielles ont donc vu l'abstention ouvrière et populaire augmenter et l'électorat de la droite se radicaliser, ceci sur un arrière-plan d'émeutes racistes qui ont secoué le pays peu après les législatives de 2024.

Mais aussi dans un pays où la mobilisation en faveur de Gaza a été particulièrement massive et soutenue avec, par exemple, plus de 500 000 manifestants à Londres le 18 mai où le record a été à un million précédemment. C'est un exemple à suivre en France !

C'est aussi, avec les États-Unis, un pays où des juifs relativement nombreux ont condamné la politique de Nétanyahou malgré le chantage, les menaces et les intimidations dont ils sont l'objet.

« Cerise sur le gâteau », un mouvement de contestation de la monarchie, « Not My King » est en train de se développer au Royaume-Uni comme dans le Commonwealth, à l'instar de l'Australie, après que la Barbade soit devenue une république et alors que la Jamaïque est sur la même voie.

Au Royaume-Uni mettre en question la monarchie c'est ouvrir la voie vers une fédération des Îles britanniques, c'est faire un pas vers les États-Unis Socialistes d'Europe.

Ce mouvement prend maintenant appui sur la mobilisation de millions aux USA aux cris de « No King » contre l'oligarchie financière et la menace fasciste portée par Trump.

Sous ces mots d'ordre, une révolution démocratique pourrait bien être en marche en contestation de la dérive bonapartiste voir

fasciste de nombreux régimes dans le monde.

C'est un vrai mouvement d'opposition à l'internationale réactionnaire qui pourrait se développer.

C'est la preuve de la validité du positionnement du GSI et du MCI depuis des décennies qui n'a cessé d'affirmer que le premier devoir d'une organisation qui se réclame du marxisme révolutionnaire c'est de combattre la monarchie si « démocratique » semble-t-elle.

C'est vrai au Royaume-Uni, en Belgique, aux Pays-Bas, etc. C'est vrai en Espagne où les Bourbons sont revenus au pouvoir comme successeurs du dictateur Franco.

En France, la bonapartisation du régime entamée par de Gaulle, bloquée par la grève générale de mineurs en 1963 est l'objectif central de Macron et sa clique.

Pour parvenir à ses fins, depuis 2017, il n'hésite pas à s'appuyer sur les secteurs les plus réactionnaires de la société, jusqu'à la droite contre-révolutionnaire, l'action française ou le FN-RN.

« Ni dieu, ni César, ni tribun » dit *l'Internationale*, la « gôche » française semble l'avoir oublié, les travailleurs et la jeunesse du monde vont le lui rappeler.